

PROCÉDURE ADAPTÉE AVEC PUBLICITÉ

Marché de travaux

Réfection de 12 châssis de toit sur jardin au Musée des Arts décoratifs

107, rue de Rivoli

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES



Les Arts décoratifs

107 rue de Rivoli
75001 Paris

Novembre 2022

Sommaire

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRISE D'ŒUVRE	3
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ	3
3.1 Type de passation	3
3.2 Type de Marché	3
3.3 Allotissement du Marché	3
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE	4
5.1 Durée du Marché	4
5.2 Durée de réalisation	4
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE	5
6.1 Principes Généraux	5
6.2 Procédure d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.....	5
ARTICLE 7. COMMUNICATION	6
7.1 Communication générale.....	6
7.2 Interlocuteur unique.....	6
ARTICLE 8. RÉUNIONS	6
ARTICLE 9. DOCUMENTS	6
9.1 Lors de la soumission.....	6
9.2 En cours de chantier.....	7
9.3 En fin de chantier.....	7
ARTICLE 10. ACCES AU SITE ET SECURITE	7
ARTICLE 11. PRIX	9
ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT.....	9
12.1 Paiement mensuel.....	9
12.2 Décompte général définitif.....	9
ARTICLE 13. MODIFICATION DES TRAVAUX	10
ARTICLE 14. RÉCEPTION	10
14.1 Contrôle de fin des travaux (opération Préalables à la réception – O.P.R)	10
14.2. Réception	11
ARTICLE 15. PÉNALITÉS DE RETARD	11
ARTICLE 16. RÉSILIATION.....	11
ARTICLE 17. ASSURANCES	12
ARTICLE 18. DÉROGATIONS.....	12

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRISE D'ŒUVRE

Pouvoir adjudicateur : Les Arts Décoratifs
Association de 1901 reconnue d'utilité publique
107 Rue Rivoli, 75001 Paris
RCS Paris : 788 105 245
Représentée par sa Directrice Générale, Madame Sylvie Corréard.
Ci-après désigné « *le Pouvoir adjudicateur* » ou « *le Maître d'Ouvrage* ».

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'Architecte des Bâtiments de France, conservateur du Palais du Louvre.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent Marché a pour objet la réfection de 12 châssis de toit aux niveaux 5 et 6 sur jardin du Musée des Arts Décoratifs au 107 rue Rivoli, 75001 Paris.

ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ

3.1 Type de passation

Le Marché est passé en mode « procédure adaptée avec mise en concurrence et sans publicité » en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique, il est publié sur le site internet du MAD <https://madparis.fr/Appel-s-d-offre>

3.2 Type de Marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) complète, précise et déroge à certaines dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux travaux de bâtiment passés suivant la Norme AFNOR P 03.001 dans sa dernière version du 20 octobre 2017 (*ci-après désigné CCAG*). Ainsi, le présent Marché est un Marché privé de travaux relevant du Code de la Commande Publique.

3.3 Allotissement du Marché

Le Marché objet de la présente consultation constitue un Lot unique :

- Travaux de menuiserie extérieures et de reprise en couverture
Code CPV : 45421000-4 Menuiserie et 45260000-7 Travaux de couverture et travaux d'autres corps de métier spécialisés

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.3.1 du CCAG, les pièces constituant le Marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Les Cahier des Clauses Technique particulières (C.C.T.P) ;
- Le mémoire technique de l'entrepreneur ;

- Le calendrier d'exécution détaillé établi conjointement par le Maître d'Ouvrage et l'entrepreneur et en coordination avec l'entreprise réalisant les travaux de rénovation dans la limite du délai maximal d'exécution indiqué dans l'article 5 ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés, la norme AFNOR NFP 03.001, dernière édition du 20/10/2017.

Ci-après dénommés « le Marché » ou « le Contrat ».

ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE

5.1 Durée du Marché

Le présent Marché prendra effet à compter de sa date de notification et prendra fin à la réception définitive des travaux soit au plus tard le huit (8) février 2023.

5.2 Durée de réalisation

Le délai de réalisation des travaux comprend une période de préparation suivie d'une période d'exécution.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG, le délai de réalisation est huit (8) semaines à compter de la notification de l'ordre de service.

A titre indicatif l'ordre de service sera notifié à l'entrepreneur le 15 décembre 2022.

Par dérogation à l'article 10.1.1. 2 du CCAG, la durée de la période de préparation est de deux (2) semaines, ce délai court à compter de la notification de l'ordre de service.

L'entrepreneur doit assurer la période de préparation d'une durée de deux semaines entre le 15 et le 31 décembre 2022.

L'entrepreneur est tenu de respecter scrupuleusement le calendrier déposé dans son offre lors de la soumission à la consultation.

Le respect des délais est une condition essentielle et déterminante du consentement du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur reconnaît avoir été sélectionné en raison de sa capacité et de son engagement à respecter strictement les délais contractuels convenus. En particulier, le respect du délai global de réalisation est impératif, compte tenu des conséquences graves susceptibles de résulter d'un retard.

L'entrepreneur est donc tenu d'une obligation de résultat à ce titre et s'engage à respecter strictement le calendrier général et le calendrier détaillé d'exécution du Marché.

Le calendrier détaillé d'exécution sera précisé après concertation de toutes les entreprises retenues, afin de permettre un bon échelonnement des tâches et ce en respectant les délais d'ensemble précisés dans les différents documents contractuels.

Il est également possible que des ajustements soient effectués, en cours d'exécution du Marché, par rapport au calendrier d'exécution détaillé des travaux défini en période de préparation (qu'il s'agisse d'avancement ou de retardement dans le démarrage de certaines tâches).

Ces ajustements seront discutés par l'ensemble des intervenants présents lors des réunions de chantier hebdomadaires et mentionnés sur le compte rendu de réunion. Les ajustements convenus, dans ces conditions, seront considérés comme acceptés par l'entrepreneur, à défaut de contestation du compte rendu de réunion dans les 48 heures de sa réception. La signature d'un nouveau calendrier d'exécution détaillée ne sera donc pas nécessaire pour faire courir les nouveaux délais.

Les parties déclarent déroger aux dispositions de l'article 9.6.1 du CCAG.

ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

6.1 Principes Généraux

La sous-traitance totale de l'exécution du Marché est interdite.

Toutefois, la sous-traitance partielle est possible, l'entrepreneur principal devant exécuter une part significative du Marché avec sa propre main-d'œuvre.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent Marché. Il avise ses sous-traitants qu'ils sont soumis à ces mêmes obligations et est responsable de leur coordination, quel que soit le niveau de sous-traitance.

L'entrepreneur doit s'assurer que le sous-traitant proposé à l'agrément présente les qualifications nécessaires pour exécuter la partie des travaux sous-traités, et que son personnel remplit les conditions pour travailler dans un site protégé.

6.2 Procédure d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

Il est interdit à l'entrepreneur de sous-traiter l'exécution du Marché sans avoir, au préalable, obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R. 1293-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

L'entrepreneur doit transmettre au Maître d'Ouvrage la déclaration de sous-traitance signée par lui-même et le sous-traitant. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement font l'objet d'un accord écrit du Maître d'ouvrage

L'acceptation et l'agrément donnés par le Maître d'ouvrage ne valent que dans la limite des prestations que l'entrepreneur aura déclaré vouloir sous-traiter. Un sous-traitant ne peut pas revendiquer le paiement de prestations non expressément visées dans la déclaration de sous-traitance.

En cours d'exécution du Marché, l'entrepreneur est tenu de déclarer sans délai au Maître d'ouvrage les modifications relatives aux renseignements mentionnés dans une déclaration de sous-traitance.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que lorsque le Maître d'ouvrage a accepté et agréé ses conditions de paiement.

Toute augmentation du montant des travaux sous-traités ou modification dans la répartition des travaux entre l'entrepreneur et ses sous-traitants doit faire l'objet d'une demande préalable auprès du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit apporter la preuve qu'il n'existe pas de cession ou nantissement de créances faisant obstacle à la mise en place d'un paiement direct pour les travaux sous-traités à la suite des modifications visées ci-dessus.

ARTICLE 7. COMMUNICATION

7.1 Communication générale

Les communications et notification y compris la transmission des factures sont effectuées par des moyens de communication électronique.

Seuls les plans d'exécution dépassant le format A3 pourront être adressés sous format papier, par tous moyens permettant d'accuser réception, à l'adresse du siège social du Maître d'Ouvrage en indiquant le Service Bâtiment et Moyens Généraux.

7.2 Interlocuteur unique

L'entrepreneur devra dès notification du Marché (pour chacun des lots) désigner une personne physique responsable pour le représenter dans l'exécution du Contrat. Son identité ainsi que ses coordonnées (mail, numéro de fixe et portable) seront communiquées au Maître d'Ouvrage, et tout changement lui sera également transmis, sans délai.

L'interlocuteur unique doit être joignable aux horaires de bureau de 9h à 18h.

L'interlocuteur unique doit être présent lors des réunions de chantiers.

En cas d'indisponibilité de l'interlocuteur unique, l'entrepreneur a pour obligation de désigner une autre personne et en informer sans délai le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 8. RÉUNIONS

L'entrepreneur, y compris les sous-traitants désignés prendront part, avec les autres intervenants, aux réunions de préparation prévues par le Maître d'Ouvrage.

Les réunions de chantiers se feront de manière hebdomadaires, l'interlocuteur unique doit être présent.

Un compte rendu sera établi après chaque réunion.

ARTICLE 9. DOCUMENTS

9.1 Lors de la consultation

- Planning d'exécution des travaux
- Méthodologie d'exécution des travaux
- Plans de principe

- Marques de références des produits utilisés et des produits nécessaires à la réalisation des ouvrages
- Références d'ouvrages similaires exécutés

9.2 En cours de chantier

- Avis techniques, notices techniques, documentations, PV d'essais et certifications des qualités des matériaux et matériels utilisés
- Pièces écrites et documents graphiques d'exécution, d'atelier et de chantier, notes de calculs et descriptions de contrôles à effectuer
- Plans de détails établis pour l'exécution de l'ouvrage en coordination avec les autres corps d'état. Les Arts décoratifs peuvent demander tous les détails supplémentaires qu'elle juge nécessaires
- Résultats des contrôles et essais éventuels
- Liste des documents d'exécutions sur demande du Maître d'Ouvrage.
- L'entrepreneur devra faire parvenir ses situations de travaux au Maître d'Ouvrage cinq (5) jours avant la fin de chaque mois pour validation.

Chaque situation devra contenir les informations visées à l'article 19.1 des CCAG.

9.3 En fin de chantier

A remettre par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage au plus tard lorsque la réception est demandée et pour établissement du Dossier des ouvrages exécutés :

- Plans de récolement et de synthèse sur fichier informatique au format Autocad
- Fiches techniques, notices de fonctionnement et entretien des ouvrages avec protocole (nature et périodicité)
- Fiches techniques, notice de fonctionnement et prescription de maintenance des matériels et matériaux mis en œuvre suivant les normes en vigueur
- PV de classement au feu des matériels et matériaux
- PV de conformité et de classement, avis techniques et documentations techniques de tous les ouvrages mis en œuvre.

ARTICLE 10. ACCES AU SITE ET SECURITE

Travaux dans un établissement en activité :

Le chantier n'étant pas complètement clos et indépendant, et présentant des zones de recouvrement avec le personnel ou les visiteurs du Musée, il est soumis aux dispositions du décret n°92/158 du 20 février 1992 que l'entrepreneur s'engage à respecter.

A cet effet, un plan de prévention sera réalisé et signé avec l'entrepreneur ou les entreprises en cas de groupement, intervenant sur le chantier avant le commencement des travaux.

Protection des ouvrages :

Les travaux se déroulant dans un environnement de site classé, en plus d'assurer la protection de ses ouvrages, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires à la protection des ouvrages existants à proximité de ses interventions ou dans le périmètre général du chantier.

Accès livraisons :

L'accès du chantier pourra se faire de manière rapide à l'adresse définie suivants l'avancement des travaux de façade en cours.

Pour se faire, il faudra impérativement :

- Prévenir le PC sécurité la veille de l'heure d'arrivée du véhicule de livraison
- Se garer sur la chaussée (pas sur le trottoir) en mettant des cônes de signalisation pour dévier les véhicules venant de l'arrière suffisamment en amont, laisser une personne en permanence près du véhicule, et décharger le plus rapidement possible et avec les plus grandes précautions de sécurité aussi bien par rapport au trafics routier de la rue qu'aux piétons sur le trottoir (balise à prévoir si besoin)
- Repartir immédiatement après déchargement

Approvisionnement ou évacuation de matériaux lourds ou de gravats :

L'accès au chantier pour ce type d'approvisionnement ou d'évacuation ne pourra en aucun cas se faire par la rue de Rivoli mais par la zone chantier située côté jardin, accessible par le rondpoint du carrousel. En notant bien que la personne à prévenir par mail est : sarah.el-joudi@madparis.fr

Permis feu :

Chaque entreprise prévoyant de travailler sur points chauds ou même de faire de la poussière est tenue de demander un permis feu au PC sécurité.

Ce permis se demande chaque matin et doit être renouvelé tous les jours.

Horaires :

La plage horaire pour les interventions sur ce chantier hors zone publique est de 7h30 à 18h. A noter que les horaires d'ouverture du musée sont du mardi au dimanche de 11h à 18h avec une nocturne le jeudi jusqu'à 21h. Les travaux les plus bruyant sont à privilégier en dehors des heures d'ouverture. L'entreprise organisera ses équipes dans ces plages horaires en prévenant les Arts décoratifs une semaine à l'avance en cas de changement afin que les horaires des agents de sécurité affectés à cette opération soient adaptés.

Gestion des secours aux Musée des arts décoratifs :

La coordination du service sécurité Incendie assurant la sécurité des personnes et des biens s'effectue à partir du PC sécurité, situé au 1^{er} sous-sol de l'établissement.

Ce PC sécurité fonctionne 365 jours par an, 24 heures sur 24.

Pour tout incident ou accident, vous devez contacter le PC Sécurité le plus rapidement en :

- Vous adressant à l'agent de sécurité le plus proche
- Composant le 58 08 ou 5922 sur tous les téléphones du réseau du musée ou le 0144555808 (5922) depuis un téléphone externe
- Pour chaque appel, vous devez préciser : le lieu, la nature de l'incident ou accident, l'identité de la société

Pour tout début de feu :

- Alerter
- Attaquer le feu au moyen des robinets d'incendie et des extincteurs portatifs les plus proches (eau pulvérisée ou CO2) sans attendre l'arrivée des pompiers.

En cas d'évacuation générale, une alarme AFNOR de 5 minutes déclenche l'évacuation.

ARTICLE 11. PRIX

Le Marché est conclu à prix global et forfaitaire.

L'offre financière de l'entrepreneur comprend la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) selon les différentes prestations à exécuter. Les quantités sont mentionnées à titre indicatif et ne sont pas contractuelles.

Les prix forfaitaires indiqués dans la DPGF sont en euros et hors taxes. Ils incluent l'ensemble des frais et charges nécessaires à l'exécution des prestations objet du Marché, de sorte qu'aucun élément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter et notamment (sans exhaustivité) :

- Frais de main-d'œuvre, fourniture et transport nécessaires ;
- Frais généraux et bénéfices ;
- Charges sociales et fiscales ;
- Frais d'assurance ...

Les prix sont fermes non actualisables. Ils seront révisés, à la hausse comme à la baisse, trimestriellement, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times \left(\frac{BT19B_n}{BT19B} \right)$$

Dans laquelle :

P_n = Prix HT après révision

P_o = Prix HT initial

$BT19B_n$ = Dernière valeur connue de l'index du bâtiment -BT19B – Menuiserie extérieure bois – Identifiant 001710963, publiée par l'INSEE à la date de la révision.

$BT19B_o$ = Dernière valeur connue de l'index du bâtiment – BT19B – Menuiserie extérieure bois – identifiant 001710963, publiée par l'INSEE à la date de remise des offres

L'entrepreneur doit adresser un courrier au Maître d'œuvre afin d'acter la révision des prix dans un avenant.

ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT

12.1 Paiement mensuel

Le Maître d'Ouvrage procède au paiement sur situation mensuelle adressé par l'entrepreneur.

Les délais de paiement sont de 30 jours à compter de la date de transmission de la situation mensuelle approuvée par le Maître d'Ouvrage.

12.2 Décompte général définitif

La dernière échéance mensuelle est établie après la réception des travaux du Marché.

Le décompte général définitif (DGD) est adressé au Maître d'Ouvrage par l'entrepreneur dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception. Le Maître d'Ouvrage notifie sa réponse à l'entrepreneur dans un délai de trente (30) jours.

Le paiement des sommes dues par le Maître d'Ouvrage se fera dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la réponse au DGD.

Les situations sont adressées à l'adresse électronique suivante : sarah.feriaux-rubin@madparis.fr

ARTICLE 13. MODIFICATION DES TRAVAUX

Par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG, les modifications dans l'importance et/ou la nature des travaux, qu'elle qu'en soit la cause ou la partie qui en fait la demande, devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage, déterminant les incidences notamment en matière de prix et de délais, formalisé dans le cadre d'un avenant.

Toutefois, en cas d'accord écrit du Maître d'Ouvrage, sur ces modifications et/ou travaux supplémentaires, sur un compte rendu de réunion ou lors d'échanges, y compris par voie électronique, et sans attendre la formalisation d'un avenant, l'entrepreneur devra démarrer l'exécution des travaux supplémentaires ou modificatifs, ainsi acceptés, et respecter les délais modificatifs convenus.

En application des articles L.2194-1 à L.2194-3 du Code de la commande publique, la modification du contrat de base ne peut dépasser 10% du prix initial.

Il est précisé qu'en cas de diminution de la masse des travaux inférieure ou égale à 10% du montant initial prévu, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation.

ARTICLE 14. RÉCEPTION

14.1 Contrôle de fin des travaux (opération Préalables à la réception – O.P.R)

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le C.C.T.P sont assurés sous le contrôle du Maître d'Ouvrage.

Pour chacun des essais, si les résultats ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur sera tenu d'effectuer toutes les mises au point nécessaires dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

A l'expiration de ce nouveau délai, un nouvel essai sera effectué aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur sera alors tenu d'enlever et de remplacer, à ses frais et dans les délais fixés, les matériels refusés pour obtenir les résultats contractuels. Il est à noter que, dans ce dernier cas, les frais afférents au contrôle par le Maître d'Ouvrage ou son assistant seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Les réserves devront être levées dans le délai fixé sur le Procès-verbal de Réception.

14.2. Réception

La réception sera prononcée par le Maître d'Ouvrage avec ou sans réserves.

Le Maître d'Ouvrage peut refuser la réception des travaux.

En l'absence de réception par le Maître d'Ouvrage, les travaux restent sous la seule responsabilité de l'entrepreneur.

ARTICLE 15. PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 9.5 du CCAG, en cas de retard pour des faits imputables à l'entrepreneur et après mise en demeure, notifiée par tous moyens écrits avec accusé de réception, restée sans effet (c'est-à-dire si le retard constaté n'est pas rattrapé) à l'issue d'un délai de sept (7) jours (par dérogation à l'article 21.1 du CCAG), courant à compter de la réception de ladite mise en demeure, une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard sera appliquée.

En complément, il sera appliqué :

- en cas de retard dans la fourniture document exigé dans le Marché, une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard sur simple constatation du retard sans mise en demeure préalable.
- en cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, réunions de préparation et de réception une pénalité de deux cent euros (200 €) par absence non justifiée en réunion de chantier sur simple constatation de l'absence sans mise en demeure préalable.
- en cas de non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité, une pénalité de deux cents euros (200 €) par infraction constatée sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités est plafonné à cinq pourcent (5 %) du montant du prix forfaitaire global du Marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. L'entrepreneur reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

En outre, l'application des pénalités contractuelles est effectuée sans préjudice de la faculté du Maître d'Ouvrage de prononcer toute autre sanction ou de résilier unilatéralement le Marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16. RÉSILIATION

En complément des dispositions mentionnées à l'article 22.1 du CCAG, les parties conviennent que le Marché pourra être résilié dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique complétées par les dispositions du Code Civil relatives à la résolution des contrats privés.

ARTICLE 17. ASSURANCES

L'entrepreneur doit justifier de ses assurances dans les conditions prévues par l'article 23 du CCAG, et avant tout commencement d'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 18. DÉROGATIONS

L'article 4 du présent document déroge à l'article 4.3.1 du CCAG.

L'article 5.2 déroge aux articles 10.1, 10.1.1.2 et 9.6.1 du CCAG.

L'article 13 déroge à l'article 11 du CCAG.

L'article 15 déroge aux articles 9.5 et 21.1 du CCAG.